

Le point

● Rideau ce jeudi sur les 25 ans des fusions de communes en Brabant wallon. L'heure est donc au bilan...

● Quelles ont été les ultimes tractations ? Quelle est la personnalité qui aura influé le plus sur le destin de ces 27 communes ? Quelles ont été les conséquences politiques de ce chambardement ? Enfin, nous tournerons la page, non sans avoir salué une dernière fois les 108 bourgmestres et donné la parole à trois secrétaires communaux de la « grande époque ».

BRÈVES DE FUSION

Des archives et un livre

Le ministre de l'Intérieur Joseph Michel a légué ses archives aux Archives générales de l'État (Arlon) et a rassemblé ses souvenirs politiques en trois tomes dont un, le deuxième, est consacré aux fusions de communes : *La Grande Époque*, édité chez Vander (1990).

Hélécine : précisions

À la lecture de notre chronique du 25 juillet, la famille de l'échevin Albert Claes, tragiquement décédé en février 1977, s'est étonnée que nous en rappelions les faits dans le contexte des fusions. S'il n'y avait pas de lien direct entre ce drame familial et la situation extrêmement troublée de cette commune, cet événement a, malgré tout, fait partie du contexte politique de l'époque. Au point que vingt-cinq ans plus tard, tous les interlocuteurs que nous avons interviewés l'ont spontanément intégré dans leur perception des événements.

Pas 24, mais 27

Le plan Michel prévoyait un maximum de 24 communes. En définitive, la création de Ramillies (au détriment de Jodoigne, Orp-Jauche et Perwez) et l'autonomie finalement concédée à La Hulpe et à Court-Saint-Étienne firent monter ce nombre à 27.

Éditions de l'Avenir S.A.

Vers l'avenir

Brabant wallon

Abonnements : BBL : 367-0031557-85
Commandes photos : CBC : 193-1234942-56
CCP : 000-0033120-43

DIRECTEUR GÉNÉRAL :
Bruno de CARTIER

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION, ÉDITEUR RESPONSABLE :
Jean-Claude FYN
bd Ernest Mélot, 12 - 5000 Namur

RÉDACTEUR EN CHEF :
Pascal BELPAIRE

Tél. nat. : 081/24 88 11 (9 lignes)
Fax rédaction nat. : 081/22 60 24

ABONNEMENTS :

3 mois :	55 €
6 mois :	107 €
12 mois :	197 €
Domiciliation mensuelle :	18 €

* Pour s'abonner à l'étranger, consulter notre service abonnement.

CHEF D'ÉDITION :
Didier CATTEAU

Fax publicité régionale : 010/22 88 52
Fax publicité nationale : 081/22 49 52
Fax nécrologies : 081/22 33 13

BUREAU DE WAVRE :
chaussée de Louvain, 9
1300 Wavre
Tél. : 010/22 88 44
Fax : 010/22 88 52

E-mail : info@verslavenir.be

Ce journal est protégé par le droit d'auteur. La reproduction de tout élément (texte, photo, infographie), par quelque moyen que ce soit, est soumise à autorisation.

Vos demandes : Direction de la publication.
Tél. : 081 24 88 01
Fax : 081/22 28 40
e-mail : jcy@verslavenir.be
Plus d'infos sur www.presscopyrights.be

HISTOIRES DE FUSIONS • Inédit

Coup de théâtre à Bousval !

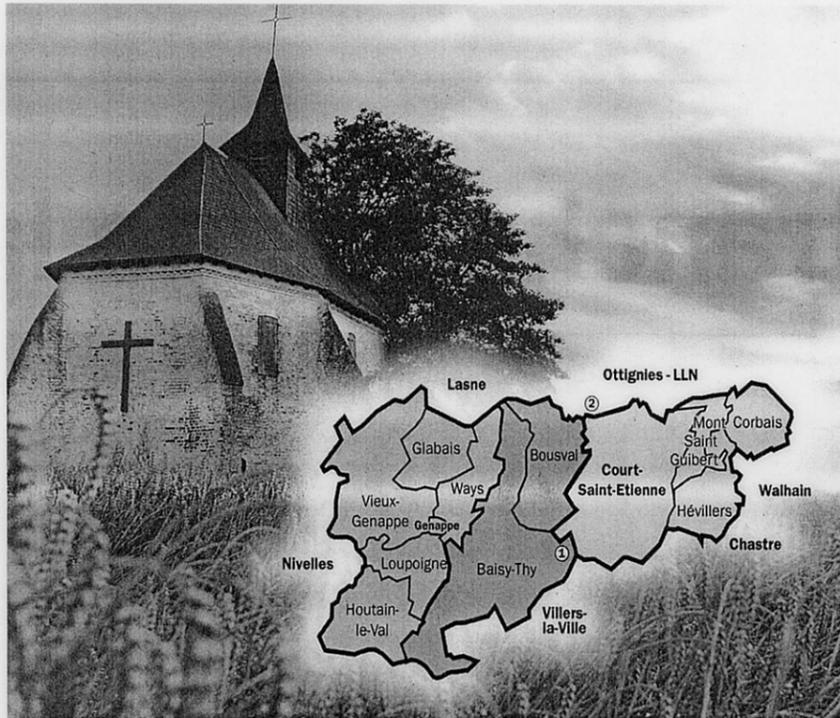
Une commune de Bousval, fusionnée avec Baisy-Thy, a failli devenir une réalité. Un retournement de dernière minute en décida autrement.

C'est que nous pressentions dans nos chroniques consacrées à Court-Saint-Étienne (21 février) et à Genappe (20 juin) prend aujourd'hui l'allure d'une vérité historique et ce, grâce à des témoignages décisifs et la découverte de nouveaux documents d'archives.

Jusqu'au 9 juillet 1975, soit quelques jours avant la décision finale du gouvernement Tindemans II (PLP-PSC-RW), Baisy-Thy et Bousval étaient regroupés sous le nom de Bousval, Court-Saint-Étienne avec Héவில், Corbais et Mont-Saint-Guibert, tandis que Genappe se « contentait » de Vieux-Genappe, Ways, Houtain-le-Val, Loupoigne et Glabais. Autrement dit, 27 communes comme aujourd'hui mais un centre du Brabant wallon sensiblement différent.

Un maximum de bourgmestres

Pour bien comprendre la stratégie politique des libéraux en ce milieu des années 70, il faut remonter à une réunion d'octobre 1973 de la commission d'action politique du PLP de l'arrondissement de Nivelles en matière de fusion de commu-



Le centre du Brabant wallon aurait pu se présenter ainsi. Finalement, les hameaux de Tangissart (1) et de Limauges (2) seront cédés à Court-Saint-Étienne et feront basculer la majorité socialiste, en place depuis 1953. Quant à la chapelle du Try du Chêne, située à la lisière nord de Tangissart, dans quelle commune est-elle ? Réponse du secrétaire communal de Court-Saint-Étienne : « D'après le cadastre, elle devrait se situer sur le territoire de Genappe » !

nes. Ligne de force : des fusions favorables aux élus PLP en visant avant tout le mayorat.

En ce qui concerne le canton de Genappe, le PLP souhaitait à tout prix éviter aux petites communes libérales d'être

absorbées par Genappe ou Court-Saint-Étienne.

Un plan alternatif

En février 1975, Joseph Michel propose à la fusion les huit communes du Genappe ac-

tuel. Du côté de Court-Saint-Étienne, c'est le grand centre avec le regroupement de Court, d'Ottignies et de Mont-Saint-Guibert. Des vues qui n'arrangent ni les libéraux, ni les sociaux-chrétiens du coin.

L'HOMME DES FUSIONS • Député permanent

Le Jodoignois Émile Courtoy

S'il fallait désigner la personnalité politique qui a joué le plus grand rôle dans le découpage des 27 nouvelles communes du Brabant wallon, ce serait sans conteste le Jodoignois Émile Courtoy. Député permanent PSC de 1961 à 1983, Émile Courtoy, né en 1913 et décédé en 1998, ne s'était lancé en politique qu'en 1951.

Avec René De Smet, conseiller communal de Rebecq et président PSC de l'arrondissement de Nivelles, il va prendre ce dossier de fusions à bras-le-corps. « Green Bay », la maison familiale de la rue du Stoquoy, devient alors le centre nerveux de ses menées stratégiques. Joseph Michel en fera même les honneurs de la table lors de sa venue pour une conférence sur les fusions du canton de Jodoigne, en avril 1975.

Mentor d'André Docquier, bourgmestre de Chaumont-Gistoux avant et après la fusion, il sera l'artisan du ratta-



Discours d'Émile Courtoy lors d'un banquet à Jodoigne.

chement de Longueville. Ce sera lui également qui interviendra pour empêcher le départ de Cortil-Noirmont vers la province de Namur (fusion de Gembloux), d'Orp-le-Grand vers la province de Liège ou de Jauchette dans la sécession de Ramillies.

Le 25 juin 1975, à quelque deux semaines de la décision finale, il réunira encore au cabinet Michel, les principaux man-

dataires PSC de l'arrondissement autour de Jules Bastin, le chef de cabinet. Étaient présents : Marcel Plasman, René De Smedt, Yves du Monceau, Jean Sondag, Geneviève Rijckmans et Raymond Perin.

Son coup de maître ? Un grand Jodoigne taillé sur mesure pour le cartel libéral-chrétien et une campagne électorale qui va propulser sa femme Liliane du sixième rang au maïorat de Jodoigne.

Accessits

Côté socialiste, on ne trouve guère de traces d'une mobilisation régionale. Mais il est vrai que tous les ténors de l'époque (Bascq, Sweert, Scokaert, Falize...) sont décédés et que les témoignages ou archives demeurent extrêmement rares.

Enfin, au Rassemblement wallon, il faut souligner les nombreuses interventions de Marcel Bourlard, à l'époque chef de cabinet adjoint de François Perin et aujourd'hui encore échevin à Walhain.

DERNIÈRE SORTIE • Visite royale à Hélécine le 24 avril 1976

L'au-revoir aux 108 bourgmestres

LE SAMEDI 24 avril 1976, à l'occasion du 25^e anniversaire de son règne, le roi Baudouin et la reine Fabiola étaient en visite au Domaine provincial d'Ophelisse. Maîtres de cérémonie : le chevalier Jean de Neef, gouverneur de la province de Brabant et Robert Cluyse, le commissaire d'arrondissement.

Après un petit bain de foule, les souverains étaient invités à rencontrer les bourgmestres du Brabant wallon, regroupés par canton. Les 108 maïeurs n'étaient pas tous là, loin s'en faut. Grâce au reportage photographique réalisé par Christian de Hennin (province de Brabant) et dont un exemplaire est précieusement conservé par Robert Cluyse, il nous est encore possible de retrouver les visages des premiers magistrats de nombre de communes aujourd'hui disparues.

À la suite des élections communales de 1976, seuls 16 d'entre eux conserveront leur écharpe.



Le Roi vient de partir. Émile Courtoy adresse un dernier discours aux bourgmestres. Un maïeur replie déjà son écharpe...

ANALYSE • Les élections de 1976

Les lendemains politiques du grand chambardement

Orchestré par le gouvernement libéral-chrétien, les fusions de communes se soldèrent en Brabant wallon par une déroutante socialiste. Analyse.

LES DERNIÈRES élections communales, en Brabant wallon, datent d'octobre 1970. À l'exception de Cortil-Noirmont, divisé sur la question du rattachement à Gembloux, aucun des conseils communaux nouvellement installés n'avait été mandaté pour débattre des fusions de commune.

Quel était le paysage politique communal du Brabant wallon voici une trentaine d'années ? Il ne faut pas oublier que 70 % de la population



Marcel Van Pee, Pierre Falize et Alfred Scokaert, trois socialistes qui tombèrent lors des fusions.

(250 000) était concentrée dans 26 communes de plus de 2 500 habitants et que les 82 autres communes n'en comptaient en moyenne que 900.

Onze communes n'allèrent même pas aux élections. Une seule liste se présentait, rassemblant les différentes sensibilités du village, et on s'arrangeait comme ça. Si l'on considère les

Les libéraux vont donc soutenir, dans un premier temps, le projet alternatif de Georges Gossiaux et de Roger Pilloy, respectivement bourgmestres PLP de Bousval et de Baisy-Thy, qui proposaient une « petite fusion » associant leurs deux communes sous le nom de « Baisval ». Un petit royaume tout bleu de 4 000 hectares et 5 000 habitants. Limité, certes, mais on verra pire avec huit autres nouvelles communes, comme Hélécine, Ittre ou Incourt qui n'atteindront pas, loin s'en faut, ce niveau de population.

Coup de poignard ?

Début juillet, retournement spectaculaire. La cantonale PLP de Genappe se réunit et fait le point sur l'état d'avancement des fusions. Georges Gossiaux est là, mais Roger Pilloy est en vacances. Le projet de Baisval est abandonné et les deux communes retournent dans le giron de Genappe. Pourquoi ? Sans doute les deux communes étaient-elles jugées indispensables pour décrocher le mayorat de Genappe.

Mais cela ne s'arrête pas là. Il est également proposé que le hameau de Tangissart (dont Pilloy était originaire !) passe à Court-Saint-Étienne ; cette dernière commune soustrayant également le hameau de Limauges à Cérroux-Mousty. Mont-Saint-Guibert devient une commune à part entière en compagnie de Corbais et d'Héவில்.

En une seule réunion, dont les décisions seront relayées, le 9 juillet, par le ministre libéral Louis Olivier dans une lettre à

ses collègues Joseph Michel (PSC) et François Perin (RW), un fameux coup de pouce sera ainsi donné aux futurs bourgmestres libéraux du centre du Brabant wallon : le comte Jean Goblet d'Alviella (Court-Saint-Étienne), Jean Moïsse (Mont-Saint-Guibert) et, bien malgré lui, Roger Pilloy (Genappe).

Retour de vacances

Fin juillet, Pilloy est de retour. Fou de rage. Il réunit d'urgence son conseil communal et envoie un télégramme au ministre Michel, exigeant le retour à la première décision. Marcel Menestret, conseiller communal RW de Nivelles, dont la femme, Fernande Jeuniaux, était receveur communale à Baisy-Thy, écrit à François Perin pour dénoncer le complot visant à détacher Tangissart. Une action « ville morte » est déclenchée : de la maison communale de Baisy-Thy à Tangissart, les drapeaux noirs et les affiches de protestation fleurissent aux fenêtres.

Et le PSC ?

Nous savons, par un mémorandum issu d'une réunion du PSC de l'arrondissement de Nivelles, que les sociaux-chrétiens stéphanois soutenaient également le retrait de Tangissart. D'aucun y verront la signature du notaire Max Somville, habitant le hameau voisin de La Roche. En définitive, catholiques et libéraux ont livré ensemble une superbe partie de billard qui expulsera toutes les billes rouges des leviers communaux du centre...

Stéphane VANDEN EEDE

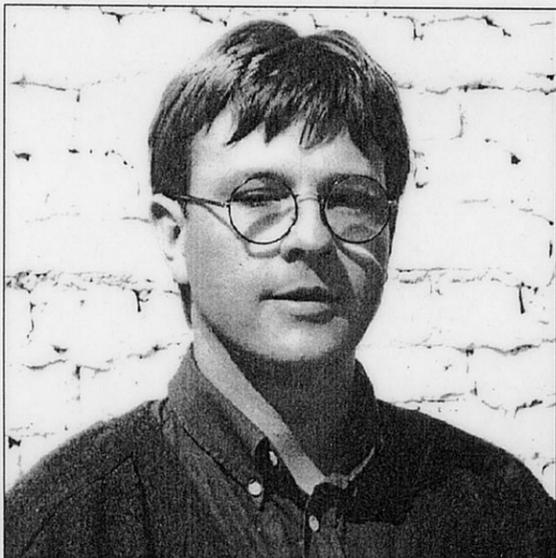
Stéphane VANDEN EEDE

LES CONCLUSIONS

HISTOIRES DE FUSIONS • Le livre

Aux archives s'ajoutent les témoignages

Depuis 27 semaines, Stéphane Vanden Eede écrit dans ces colonnes l'histoire des fusions. Son enquête paraîtra fin octobre en un volume.



Pour Stéphane Vanden Eede, certaines zones de police sont aujourd'hui plus conformes au critère géographique qu'on négligea parfois en 1976, faute de courage politique... Archives BW

L'INTUITION de départ était qu'il fallait recueillir les témoignages des acteurs de cette fusion qui fit naître les 27 communes du Brabant wallon, au départ des 108 qui existaient jusqu'au 1^{er} janvier 1977.

Vos réactions, et l'intérêt qui nous fut témoigné durant ces 27 semaines, nous ont confortés : cette saga bourrée d'anecdotes a de quoi passionner tant les anciens Brabants que ceux qui, venus habiter tel ou tel village, ont appris les raisons qui le fit basculer ici ou là.

Dès le départ, Stéphane Vanden Eede comptait publier l'ensemble de son enquête en un volume. Il verra le jour fin octobre, et sera coédité par les Éditions Rencontres, de Glimes, et Vers l'Avenir.

Rencontre avec son auteur, quelques jours après la parution du 27^e épisode, qui était consacré à Waterloo.

♦ **Est-ce que le lecteur de Vers l'Avenir trouvera dans le livre autre chose que ce qu'il a lu dans nos colonnes ?**

♦ Le format du livre permet de donner plus de détails. Dans le journal, on a dû forcément réduire le nombre d'anecdotes.

L'histoire de chaque fusion était bien reflétée, mais en réalité, elle fut bien plus complexe, parce que beaucoup de communes avaient déjà réfléchi avant le plan Michel, qui date de février 1975.

En août 1972, par des indiscretions, le plan Costard a fini

par être public. Pendant ces deux années et demi, les communes ont gambé : on attendait que quelqu'un transforme l'essai de Costard.

Pour le Brabant wallon, le plan Costard était nettement plus favorable aux majorités socialistes que ne le fut par la suite le plan Michel.

♦ **Le livre présentera le même découpage, commune par commune ?**

♦ Non, parce que dans le journal, on a veillé à changer régulièrement de secteur géographique, pour ne pas parler en bloc de toutes les communes de l'Est, puis du Centre...

On a essayé de le faire en gardant des successions de groupes homogènes, mais ça n'a pas toujours été possible. Par exemple, il aurait été plus logique d'aborder Lasne avant ou après Waterloo, ce qui n'a pas pu se faire.

Dans le livre, il y aura plusieurs chapitres resituant le contexte de l'époque, puis les communes, une à une, mais selon un découpage qui rendra sans doute certaines choses plus explicites.

Et puis, en un ouvrage, on peut donner les informations simultanément, sans devoir renvoyer le lecteur une semaine ou même plusieurs semaines avant ou après.

De nouveaux documents exceptionnels

♦ **Le point de départ du projet, ce furent les archives du ministre Joseph Michel, qui a conduit les fusions. Y a-t-il eu d'autres sources ?**

♦ Au départ, c'est exact, il y avait les archives du cabinet Michel. Mais au fur et à mesure de l'enquête, les acteurs de l'époque m'ont transmis des documents exceptionnels : Marcel Bourlard, Charles Van Gucht, Valère Lumay, Omer Bidoul, et d'autres encore. Je les en remercie d'ailleurs.

Le seul manque, pour celui qui veut se pencher sur cette période, c'est que quasiment tous les témoins socialistes ont disparu, comme André Sweert, qui était le président de la fédération socialiste de l'arrondissement. Mais aussi des gens comme MM. Basecq et Falise, ou Justin Peeters.

♦ **Et pour les illustrations ?**

♦ Il y aura une série de photos déjà parues dans Vers l'Avenir, puisque c'est une coédition. Mais justement, grâce aux documents que j'ai pu obtenir au cours de mon travail, il y a de nouveaux documents.

Comme le livre fera environ 300 pages, on pourra sans doute davantage illustrer.

♦ **À qui est-il destiné ?**

♦ Je pense qu'il intéressera tous ceux qui ont vécu cette période. Tous se souviennent mais peu se rendent compte de l'impact qu'ont eu ces fusions. Il y a eu beaucoup de conséquences qu'on ne soupçonnait pas à l'époque.

Comme nous l'a dit René Corbisier quand on a interviewé des secrétaires communaux qui ont vécu cette époque (lire ci-dessous), les fusions n'étaient peut-être pas nécessaires, mais pour les questions sociales, elles étaient urgentes : les communes ont pu avoir une action qu'elles n'auraient jamais eue sans les fusions.

Et puis je pense aussi que cette histoire des fusions intéressera ceux qui sont venus habiter le Brabant wallon mais

n'ont pas connu l'époque des 108 communes. Certains seront peut-être intéressés par les raisons qui ont fait que leur village se soit retrouvé dans cette commune plutôt qu'une autre.

Une fusion administrative un peu improvisée

♦ **En conclusion, quelle est votre analyse de ces fusions, sur le plan politique ?**

♦ Ma conclusion, c'est qu'il s'est agi d'une fusion administrative relativement improvisée, mais pas d'une fusion géographique, dans la mesure où les intérêts politiques et économiques étaient tels qu'il y a des opérations qui n'ont pas été réalisées.

On a créé beaucoup trop de petites communes. Le projet

était d'atteindre 5 000 habitants et 10 000 hectares, or il y a une dizaine de communes du Brabant wallon, sur les 27, qui n'atteignent pas ces seuils.

À Namur et dans le Hainaut, on a créé de plus grandes communes. À Liège non plus, on n'a pas beaucoup respecté le critère de taille, mais il y avait la population...

♦ **Est-ce qu'il y a eu des aberrations, chez nous ?**

♦ Oui, certaines. D'ailleurs on peut voir aujourd'hui que d'une certaine manière, des zones de police sont plus conformes à la géographie et semblent corriger, dans ce domaine, le manque de courage politique qui présida à certaines fusions...

Propos recueillis par Didier CATTEAU

Le 1^{er} janvier 1977, 27 communes sans effusion

Réservez dès maintenant l'ouvrage reprenant l'ensemble des chroniques consacrées à l'histoire des fusions de communes en Brabant wallon. De nombreux textes, archives et annexes inédits dans un ouvrage de 300 pages, publié par les Éditions Rencontres, en partenariat avec Vers l'Avenir.

La souscription est ouverte au prix de 20 € (au lieu de 25 €).

Renseignements et réservation : Éditions Rencontres

« 27 communes sans effusion »

19 rue de Bomal — 1315 Glimes

☎ 010 / 88 12 13.

Email : ed.rencontres.asbl@brutele.be

Compte : 191-3549082-12

HISTOIRES DE FUSIONS • Ils étaient aux premières loges

Les secrétaires communaux, ces hommes de l'ombre

Véritables mémoires des coulisses de la vie de leur ville ou de leur village, ils ont vécu les fusions de l'intérieur. Témoignages.

ENTRÉS en fonction après-guerre, René Colen, René Corbisier et Raoul Olivier deviennent en 1977 secrétaires communaux de Genappe, de Ramillies et de Waterloo. Ils ont pris leurs retraites en 1984, 1987 et 1992. Témoignages d'une révolution pour les uns, d'un passage en douceur pour les autres, en compagnie aussi de Christian Debloq, qui officie à Court-Saint-Étienne, et a connu les fusions dans le Tournaisis.

Rien n'était préparé sur le plan pratique

Premier constat : la fusion fut une affaire politique. Pour l'organisation pratique des nouvelles administrations, rien n'avait été fixé. « Je suis allé à une réunion à Louvain-la-Neuve, explique René Corbisier. Je croyais qu'on allait débroussailler le terrain.

» À chaque fois que je demandais comment ça se passerait, on me répondait qu'un arrêté royal suivrait probablement...

» Moi, à Genappe, je passais d'une commune d'un peu plus de 59 hectares à 10 000 hectares, et toujours avec la même table de travail... »

Il faut dire que le gouvernement belge est tombé en avril 1977. « Dans beaucoup de communes, les fusions ont bien marché, mais s'il n'y avait pas eu les secrétaires communaux, elles n'auraient pas pu tourner », estime Christian Debloq.

« On avait 6-7 budgets, et il fallait n'en faire qu'un, rappelle René Colen. Il fallait choisir le montant des taxes. Il n'y avait que les secrétaires communaux qui connaissaient tous ces chiffres.

» Moi, à Ramillies, j'ai pris soin de demander des centimes additionnels suffisants. La pre-



« À Genappe, je passais d'une commune d'un peu plus de 59 hectares à 10 000 hectares, et toujours avec la même table de travail... » se souvient René Corbisier. Vinent Rocher

mière année, la commune n'a rien fait comme travaux. La deuxième année, on a eu un boni de 15 millions... »

Dans chaque nouvelle entité, il était prévu qu'on désigne une « tête de fusion ». À Ramillies, qui ne devait pas exister, rien n'était prévu... On a finalement précisé que Gérompont préparerait les élections.

« Chez nous, les secrétaires se sont réunis, se souvient René Colen. On s'est regardés. Tu prends la place ? Non, et toi ? Et bien alors moi j'y vais. »

Là où il y avait plusieurs candidats, comme à Orp-Jauche, le conseil communal nouvellement élu a tranché. Dans les communes rurales, le personnel communal se résumait à un secrétaire officiant souvent

pour plusieurs communes, à un garde champêtre recruté après-guerre avec priorité aux soldats revenus d'Allemagne, et à qui on ne demandait que de savoir écrire, et à l'un ou l'autre ouvrier.

Le feu aux archives...

Le choix des maisons communales ne fut pas toujours évident non plus. Et tous n'ont pas pris soin de rapatrier les dossiers des anciennes communes en lieu sûr. On a parfois fait quelques feux de joie...

« À cette époque, renchérit René Corbisier, le secrétaire et les échevins prenaient leurs vélos pour aller voir les choses eux-mêmes. Est-ce qu'on peut encore faire ça ?

» À Ways, Pierre, l'ouvrier communal, devait aussi net-

Six ans de tâtonnements

Après les fusions, effectives en 1977, les choses ont évolué progressivement, confirme Christian Debloq, secrétaire communal de Court-Saint-Étienne. « À partir des élections de 1976, il a fallu six années de tâtonnements. Les partis avaient mis sur les listes des gens qui représentaient chaque village. Pendant six ans, on est resté dans l'optique des petites communes.

» Puis de nouveaux habitants sont arrivés, qui avaient découvert qu'il faisait bon vivre à la campagne. Ils ont demandé des bassins de natation, des salles de sport, des centres culturels. »

« C'était la crise aussi, alors l'État s'est déchargé sur les communes. On a encouragé les communes à engager du personnel, souligne aussi René Corbisier, qui officiait à Genappe. Au début, le plan Spitaels, en 78-79, a permis aux communes d'engager pour trois fois rien. Mais après... D'un autre côté, il fallait gérer un tas de matières nouvelles, notamment l'urbanisme, les écoles... »

toyer les bouches d'égoûts. Il y en avait 52. Il commençait à 8 h en principe. Ce jour-là, il était là à 7 h avec sa brouette et à 5 h, il avait fini. À la fusion, il y a eu une camionnette, et deux hommes n'avaient pas fini en deux jours !

» Ce n'est plus la même mentalité. Quand on nous demandait un certificat, on le faisait et on venait le déposer dans la boîte aux lettres... »

Cette époque où le secrétaire connaissait chaque habitant — jusqu'à son casier judiciaire —, Raoul Olivier ne l'a déjà plus connue.

« Il y avait déjà trois portes pour aller chez toi »

Waterloo avait déjà des milliers d'habitants. De plus, dès 1960 elle a accueilli les gens quittant Bruxelles. L'administration comptait plusieurs dizaines de personnes, enseignants compris. Une vraie PME.

« C'est vrai, confirme René Corbisier, utilisant une image très éclairante : pour aller chez lui, il fallait déjà passer trois portes. Tandis que nous, on entrainait pour se réchauffer et faire la causette ! »

La politique sentait moins la politique

Et les rapports entre les secrétaires et leurs « patrons » politiques ? « La politique sentait moins la politique », assure René Corbisier.

Certes, dans certaines communes d'avant fusion, il y avait déjà des réunions préparatoires aux conseils communaux, où la majorité accordait ses violons, mais nos trois « anciens » se rappellent plutôt de séances où les suggestions de l'opposition étaient prises en compte, quand elles étaient marquées du sceau du bon sens.

« Maintenant, tu es au départ pour le Standard ou pour Anderlecht ! », sourit René Colen. Et leur influence sur la marche des affaires communales ? « Notre rôle, c'est de monter les dossiers, de les faire avancer, et d'aller chercher les subsides. Un jour j'ai amené le bourgmestre à l'Éducation nationale, où on devait obtenir quelque chose. Le maire a déplié sa lettre, et l'a lue. On m'a regardé d'un air

étonné... Le secrétaire communal devait se démerder pour tout. »

Avec comme corollaire, explique Christian Debloq, que la marche d'un dossier dépendra tout autant du zèle du secrétaire que de la volonté politique...

Recueilli par D. C.

Hommes à tout faire

Nos quatre interlocuteurs le confirment : ils étaient des hommes à tout faire.

Mais « à l'époque, nuance René Colen, les échevins et les bourgmestres se coupaient en quatre. J'en ai vu un qui est allé acheter lui-même des pavés pour un tronçon de route, parce qu'il en manquait ! Et tout ça pour 60 F par an ! Ça n'a rien de comparable avec maintenant. »

Rien de comparable, mais ils ne regrettent rien, que du contraire. « C'était exaltant, parce qu'on était mêlé à toute la vie du village. C'est nous que l'on venait chercher chaque fois qu'il se passait quelque chose d'important.

» J'ai dû dépendre des gens qui s'étaient suicidés. J'ai aussi parlé avec des gars qu'il fallait emmener à l'hôpital psychiatrique, parce que s'ils avaient vu l'uniforme du garde champêtre... »

Depuis ces temps révolus, le métier a changé. « C'est bien simple, constate Christian Debloq, en 32 ans, la seule chose que je fais toujours, c'est la partie notariale du métier : les procès-verbaux des séances du collège et du conseil. Pour le reste... »

« On nous a demandé d'être des animateurs du personnel communal. Et qui aurait cru qu'un jour j'organiserais la Fête foraine ? »